

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS260/4
19 août 2002

(02-4515)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - MESURES DE SAUVEGARDE PROVISOIRES À L'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS EN ACIER

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis

La communication ci-après, datée du 19 août 2002, adressée par la Mission permanente des États-Unis au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les États-Unis considèrent que les mesures de sauvegarde provisoires prises par les Communautés européennes ("CE") à l'égard des importations de certains produits en acier sont incompatibles avec les engagements et les obligations des CE au titre de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") et l'*Accord sur les sauvegardes*. Parmi les mesures en question (collectivement dénommées les "Mesures de sauvegarde") figurent le Règlement (CE) n° 560/2002 de la Commission du 27 mars 2002, tel qu'il a été modifié par le Règlement (CE) n° 950/2002 de la Commission du 3 juin 2002, et le Règlement (CE) n° 1287/2002 de la Commission du 15 juillet 2002, ainsi que toutes les modifications ou dispositions complémentaires y relatives, et toutes mesures connexes. En particulier, il apparaît que les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec:

- 1) l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, en ce sens que les CE ont appliqué les mesures de sauvegarde à certains produits en acier sans qu'il ait été déterminé que ces produits sont importés en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'ils causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.
- 2) l'article 4:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, en ce sens que les CE n'ont pas établi de détermination de l'existence d'une menace de dommage grave en se fondant sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités.
- 3) l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, en ce sens qu'il n'y a pas eu d'enquête visant à déterminer si un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave, au cours de laquelle les CE auraient évalué tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche de production nationale, en particulier, le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi, et qu'il n'a pas été établi de détermination sur ce point.
- 4) l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, en ce sens qu'il n'y a pas eu d'enquête démontrant, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence d'un lien de causalité entre

l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave, et qu'il n'a pas été établi de détermination sur ce point. Les CE ne se sont pas non plus assurées que le dommage causé en même temps par des facteurs autres que les importations n'était pas imputé à un accroissement des importations.

5) l'article 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes, en ce sens que les CE n'ont pas publié, contrairement à ce que prévoient les dispositions de l'article 3, d'analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ni de justification du caractère pertinent des facteurs examinés.

6) l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes, en ce sens que les mesures de sauvegarde n'ont pas été prises après qu'il a été déterminé à titre préliminaire qu'il existe des éléments de preuve manifestes selon lesquels un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.

7) l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX:2 du GATT de 1994, en ce sens que les CE ont pris les mesures de sauvegarde en l'absence de circonstances critiques où tout délai causerait un tort qu'il serait difficile de réparer.

8) l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes, en ce sens que:

a) les mesures de sauvegarde n'ont pas été appliquées à la suite d'une enquête menée par les autorités compétentes du Membre selon des procédures préalablement établies et rendues publiques conformément à l'article X du GATT de 1994;

b) les mesures de sauvegarde n'ont pas été appliquées à la suite d'une enquête comprenant la publication d'un avis destiné à informer raisonnablement toutes les parties intéressées, ainsi que des auditions publiques ou autres moyens appropriés par lesquels les importateurs, les exportateurs et les autres parties intéressées auraient pu présenter des éléments de preuve et leurs vues et, notamment, avoir la possibilité de répondre aux exposés d'autres parties et de faire connaître leurs vues, entre autres choses, sur le point de savoir si l'application des mesures de sauvegarde serait ou non dans l'intérêt public;

c) Les CE n'ont pas publié de rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles étaient arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents.

9) l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, en ce sens que les mesures de sauvegarde n'ont pas été appliquées par les CE que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

10) l'article 12:1 de l'Accord sur les sauvegardes, en ce sens que les CE n'ont pas notifié immédiatement au Comité des sauvegardes:

a) l'ouverture d'une enquête au sujet de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, et les raisons de cette action;

b) la constatation de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations; et

c) la décision d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde.

11) l'article 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes, en ce sens que les CE n'ont pas adressé de notification au Comité des sauvegardes avant de prendre les mesures de sauvegarde.

12) l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article premier du GATT de 1994, en ce sens que les CE ont appliqué des mesures de sauvegarde aux marchandises de certains Membres de l'OMC, à l'exclusion des marchandises d'autres pays dont les territoires ne font pas partie d'une zone de libre-échange ou d'une union douanière et qui ne sont pas des pays en développement Membres de l'OMC.

13) les articles 2:1, 4, 5:1 et 6 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX du GATT de 1994, en ce sens qu'il y a une absence de parallélisme entre les produits pour lesquels un accroissement des importations a été allégué et les produits pour lesquels les mesures de sauvegarde ont été imposées.

14) l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, en ce sens qu'il n'y a pas eu d'évolution imprévue des circonstances par suite de laquelle un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents.

Le 30 mai 2002, le gouvernement des États-Unis a demandé l'ouverture de consultations avec les CE conformément à l'article 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (Mémoire d'accord), à l'article XXII:1 du GATT de 1994 et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes. Cette demande a été distribuée sous la cote WT/DS260/1. Les États-Unis et les CE ont tenu ces consultations les 27 juin et 24 juillet 2002. Malheureusement, celles-ci n'ont pas permis de régler le différend.

En conséquence, les États-Unis demandent à l'Organe de règlement des différends d'établir, conformément à l'article 6 du *Mémoire d'accord*, un groupe spécial chargé d'examiner cette question et doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 dudit *mémoire d'accord*.
